

En 2024, légère baisse du taux de chômage mais nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 5,9 % de la population active fin 2024, en baisse de 0,2 point sur un an comme en France. Il est inférieur de 1,4 point au taux national (7,3 %) et est le plus faible des régions françaises à égalité avec celui des Pays de la Loire.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmente pour la deuxième année consécutive pour s'établir à plus de 120 000 personnes. Les inscrits à France Travail en catégorie A, B ou C (sans activité ou ayant exercé une activité réduite, et tenus de rechercher un emploi) sont également plus nombreux, représentant près de 250 000 personnes fin 2024. Les hausses sont davantage marquées en Ille-et-Vilaine et concernent particulièrement les jeunes de moins de 25 ans, surtout parmi les demandeurs d'emploi sans activité. Fin 2024, 44 % des demandeurs d'emploi le sont depuis au moins un an.

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue en 2024, tandis que celui des nouveaux contrats d'apprentissage se stabilise.

Le taux de chômage baisse légèrement en 2024

En Bretagne, le **taux de chômage** au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 5,9 % de la **population active** au 4^e trimestre 2024 ► **figure 1**. Il est en diminution sur un an et sa baisse est identique à celle observée en France hors Mayotte (-0,2 point). Fin 2024, le taux de chômage en Bretagne est le plus faible des régions françaises, à égalité avec celui des Pays de la Loire. Il est inférieur de 1,4 point au taux national (7,3 %).

Sur un an, le taux de chômage est stable en Ille-et-Vilaine et s'établit à 5,8 % au 4^e trimestre 2024. Il diminue de 0,3 point dans les trois autres départements bretons et se situe ainsi à 5,7 % dans le Morbihan et à 6,1 % dans les Côtes-d'Armor et le Finistère ► **figure 2**.

Dans les vingt zones d'emploi bretonnes, le taux de chômage est inférieur ou égal à celui observé au niveau national. Au 4^e trimestre 2024, il est inférieur à 5,0 % dans deux zones d'emploi : celles de Vitré (3,9 %) et de Lamballe-Armor (4,7 %).

Sur l'année 2024, le taux de chômage est stable ou quasi stable dans les zones d'emploi de Lamballe-Armor, Quimper, Rennes, Saint-Malo et Vitré. Dans les quinze autres zones d'emploi bretonnes, le taux de chômage diminue, la baisse variant de -0,2 point dans celles d'Auray et de Fougères à -0,5 point dans celles de Guingamp et de Redon.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en hausse pour la deuxième année consécutive

En Bretagne, le nombre de **demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A)** a augmenté de 3,3 % entre les 4^{es} trimestres 2023 et 2024 ► **figure 3**. Il s'établit en moyenne au dernier trimestre 2024 à 121 320 personnes, soit environ 3 800 inscrits à France Travail de plus en un an. Cette hausse fait suite à un rebond de la demande d'emploi sans activité en 2023 (+1,0 %), après deux années de fort repli (-22,5 % entre fin 2020 et fin 2022). Au niveau départemental, l'augmentation est particulièrement nette en Ille-et-Vilaine (+6,7 %), alors qu'elle est inférieure à celle de la moyenne régionale dans les autres départements bretons. Elle s'établit à +2,4 % dans le Finistère, +1,8 % dans les Côtes-d'Armor et +0,7 % dans le Morbihan. En France hors Mayotte, la hausse est similaire à celle de la région (+3,5 %).

Dans la région, le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) est en croissance de 0,7 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie C (activité réduite longue, plus de 78 heures dans le mois) augmente de 1,2 %, tandis que celui des demandeurs d'emploi en catégorie B (activité réduite courte, moins de 78 heures dans le mois) recule de 0,5 %.

Une augmentation de la demande d'emploi globale plus soutenue en Ille-et-Vilaine

Au total, le nombre d'inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) croît de 1,9 % entre les 4^{es} trimestres 2023 et 2024 pour s'établir à 249 150 personnes fin 2024, soit 4 700 personnes de plus en un an. C'est également en Ille-et-Vilaine que la hausse est la plus forte (+3,4 %). Elle est proche de la moyenne régionale dans le Finistère (+1,8 %). L'augmentation est plus modeste dans le Morbihan (+1,0 %) et les Côtes-d'Armor (+0,6 %). Au niveau national, l'évolution de la demande d'emploi des catégories A, B et C est comparable à celle de la région (+1,8 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité augmente davantage chez les jeunes

Au 4^e trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) de moins de 25 ans s'accroît de 6,2 % par rapport au 4^e trimestre 2023. La hausse annuelle est moins soutenue pour les personnes de 25 à 49 ans (+3,7 %) et encore moins pour celles de 50 ans ou plus (+1,0 %). Les plus jeunes avaient déjà fortement pâti de la dégradation du marché du travail en 2023 (+7,5 % entre fin 2022 et fin 2023). L'accroissement sur un an est plus fort pour les hommes (+4,0 %) que pour les femmes (+2,5 %).

La hausse annuelle de la demande d'emploi globale (catégories A, B, C) concerne de façon assez similaire toutes les catégories d'âge. Elle est toutefois un peu plus marquée pour les jeunes (+2,3 %) que pour les personnes de 25 à 49 ans (+2,0 %) ou de 50 ans ou plus (+1,6 %). L'accroissement sur un an est, là aussi, plus sensible pour les hommes que pour les femmes (+2,6 % contre +1,3 %).

Une hausse de la demande d'emploi de longue durée

Après s'être stabilisé en 2023 à la suite de deux ans de fort repli, le nombre de demandeurs d'emploi d'au moins un an en catégorie A, B ou C rebondit de 1,6 % entre les 4^{es} trimestres 2023 et 2024, soit une hausse légèrement plus faible que pour la demande d'emploi globale. Ainsi, la part représentée par

Avertissement sur les demandeurs d'emploi en fin de mois

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, la Dares et France Travail mettent en œuvre les recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) : en particulier des indicateurs complémentaires (hors bénéficiaires du RSA et jeunes en CEJ, Pacea ou AIJ) sont mis à disposition pour appréhender les évolutions conjoncturelles.

Ces séries alternatives sur les inscrits à France Travail sont diffusées pour l'année 2025 dans les tableaux de bord de la conjoncture et notes trimestrielles ; cependant, pour le bilan économique portant sur 2024, les séries alternatives ne sont pas retenues, afin de garder un niveau de détail plus fin des données, et en raison d'un impact limité de la loi pour le plein emploi, à l'échelle de l'année 2024.

Sur le dernier trimestre de 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A d'environ 36 000 au niveau national, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C.

ces **demandeurs d'emploi de longue durée** dans le total des demandeurs d'emploi perd 0,2 point en un an, s'établissant à 44,3 % fin 2024. Le nombre de **demandeurs d'emploi de très longue durée** (2 ans ou plus) augmente également de 1,6 %.

Au niveau national, l'évolution de la demande d'emploi de longue durée est semblable à celle de la Bretagne (+1,5 %), tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de très longue durée se stabilise (-0,1 %). La part de la demande d'emploi de longue durée est un peu plus faible qu'en Bretagne (43,6 %).

Une stabilisation des entrées en apprentissage

Généralement ciblés sur les publics en difficulté sur le marché du travail, les outils de la politique de l'emploi prennent notamment la forme d'aides à l'emploi.

Parmi les contrats aidés, les **parcours emploi compétences** (PEC), les **contrats d'accompagnement dans l'emploi** (CUI-CAE) et les **contrats initiative emploi** (CUI-CIE) sont en baisse de plus de 40 % sur un an en Bretagne ► **figure 4**. Cette baisse est liée à la diminution de l'enveloppe allouée pour ces

contrats. En revanche, l'**insertion par l'activité économique** (IAE) est en hausse (+4,1 %). En 2024, l'IAE mobilise en Bretagne 197 structures conventionnées par l'État qui reçoivent à ce titre des aides financières. Le nombre de recrutements dans ce cadre s'établit à 13 010 en 2024. Fin octobre 2024, 5 580 personnes sont bénéficiaires de l'IAE, soit une baisse de 2,8 % par rapport à fin octobre 2023.

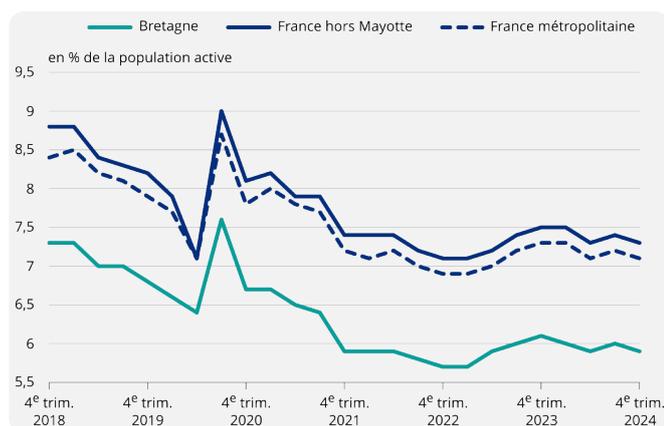
La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel apporte de profonds changements à la politique de l'alternance. L'objectif est d'orienter le demandeur d'emploi vers le bon parcours et d'utiliser toute la palette des dispositifs (PEC, IAE et alternance). Pour les jeunes notamment, la priorité est donnée aux formations longues, d'alternance ou aux dispositifs qui leur sont dédiés. En 2024, le nombre de nouveaux **contrats d'apprentissage**, y compris les reconductions de contrats, s'élève à 39 990. Il est quasiment stable en 2024 (-0,3 %), après avoir nettement ralenti en 2023 (+1,3 % après +167,1 % entre 2018 et 2022). En France métropolitaine, le nombre de nouveaux contrats continue de

progresser en 2024 (+3,4 % après +2,0 % en 2023). Dans le même temps, le nombre de nouveaux **contrats de professionnalisation** signés en Bretagne diminue fortement en 2024 (-23,5 %). Il a presque été divisé par trois par rapport à 2018.

En 2024, 22 640 jeunes ont signé un engagement d'accompagnement, soit une baisse de 6,6 % sur un an. Dans la région, 5 650 **parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie** (PACEA) ont été contractualisés. Après avoir été divisé par deux en 2022 et avoir reculé de 4,3 % en 2023, le nombre de bénéficiaires de ce dispositif diminue de 26,4 % en 2024. Cette baisse a été compensée par la montée en puissance du **contrat d'engagement jeune** (CEJ) entré en vigueur en mars 2022. Fin 2024, 16 990 entrées en CEJ ont été comptabilisées en Bretagne, soit 2,5 % de plus qu'en 2023. Parmi ces entrées, plus de six sur dix sont des premières entrées. ●

Auteurs :
Stéphane Moro (Dreets), Christelle Marcault (Insee)

► 1. Évolution du taux de chômage trimestriel



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.
Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 3. Demandeurs d'emploi en fin de mois

Décomposition	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2024				Évolution 2024 T4 / 2023 T4	
	Catégories A, B, C (en nombre)	Catégorie A (en nombre)	Catégories A, B, C (en % de l'ensemble)	Catégorie A (en % de l'ensemble)	Catégories A, B, C (en %)	Catégorie A (en %)
Hommes	117 410	62 400	47,1	51,4	2,6	4,0
Femmes	131 740	58 920	52,9	48,6	1,3	2,5
Moins de 25 ans	32 670	17 590	13,1	14,5	2,3	6,2
De 25 à 49 ans	149 070	70 460	59,8	58,1	2,0	3,7
50 ans ou plus	67 410	33 270	27,1	27,4	1,6	1,0
Inscrits depuis un an ou plus	110 400	nd	44,3	nd	1,6	nd
dont inscrits depuis 2 ans ou plus	62 130	nd	24,9	nd	1,6	nd
Bretagne	249 150	121 320	100,0	100,0	1,9	3,3
France hors Mayotte	5 491 700	3 135 000	100,0	100,0	1,8	3,5

nd : Données non disponibles.

Note : Données CVS-CJO.

Avertissement : Le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendanciennes.

Source : France Travail - Dares, STMT.

► 2. Taux de chômage trimestriel par département

Territoire	2024 T1	2024 T2	2024 T3	2024 T4	Évolution 2024 T4 / 2023 T4 (en points de %)
Côtes-d'Armor	6,3	6,2	6,3	6,1	-0,3
Finistère	6,3	6,1	6,3	6,1	-0,3
Ille-et-Vilaine	5,8	5,7	5,9	5,8	0,0
Morbihan	5,9	5,8	5,9	5,7	-0,3
Bretagne	6,0	5,9	6,0	5,9	-0,2
France hors Mayotte	7,5	7,3	7,4	7,3	-0,2

Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 4. Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes - Bretagne

Type d'aide	2023	2024
Aides à l'emploi (p)	59 962	58 257
donc contrats aidés (p)	14 420	14 116
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	1 180	972
Contrats initiative emploi (CUI-CIE) (p)	750	138
Insertion par l'activité économique (IAE) (p)	12 490	13 006
donc contrats en alternance	45 542	44 141
Apprentissage	40 111	39 987
Contrats de professionnalisation	5 431	4 154
Accompagnement des jeunes	24 245	22 637
Parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	7 675	5 649
Contrat d'engagement jeune	16 570	16 988
dont premières entrées	11 637	10 617
Emplois francs (p)	582	315

(p) : Année 2024 provisoire.

Note : Extraction du 31/03/2025. Les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

Source : Dares.